

7 octobre 2023 : le rôle de la religion

Dieu est avec nous ! Le 7 octobre et ses conséquences. Comment les religions islamique et juive justifient la violence, Haoues Seniguer, Le Bord de l'eau, 2025, 280 p., 20 €.

Article réservé aux abonnés

Anne Waeles Publié le 24 mars 2026 ⓘ 2 minutes de lecture

Analyser le poids des discours religieux qui sacralisent la violence tant du côté israélien que palestinien, c'est la tâche périlleuse à laquelle s'attelle le politologue Haoues Seniguer. Il écarte d'emblée les deux écueils qu'il identifie : d'une part réduire le conflit à une guerre de religions, comme le font des lectures culturalistes, voire racistes, de l'autre oblitérer totalement les discours religieux, comme s'ils n'étaient que le masque d'enjeux plus matériels. Seniguer veut montrer que les discours religieux légitimant la violence agissent comme des catalyseurs, autorisant la déshumanisation de l'adversaire et l'abandon de principes éthiques comme la distinction entre combattants et civils. La religion n'est pas un simple registre de justification, mais un « *levier qui amplifie les tensions*,



alimente les antagonismes et intensifie la violence ». L'auteur tire ces conclusions de l'étude des textes et prises de paroles des dirigeants du Hamas et de la coalition Netanyahu, avant et depuis le 7 octobre, ainsi que de ceux de responsables religieux juifs et musulmans en France et ailleurs. En Israël, le sionisme messianique a pris de l'ampleur depuis les années 1970, justifiant la colonisation et l'apartheid comme des devoirs sacrés. Ces discours ont été renforcés par l'arrivée au pouvoir d'une coalition de nationalistes laïcs et religieux en 2022. Depuis le 7 octobre 2023, Netanhyaou a utilisé plusieurs métaphores bibliques, dont l'identification du Hamas à Amalek, du nom d'un peuple ennemi jadis exterminé par les Hébreux. Côté Hamas, la libération de la Palestine et la sauvegarde de la mosquée Al-Aqsa sont présentées comme des devoirs religieux pour tout musulman, justifiant l'usage de moyens violents contre les civils israéliens. Ce bilan équilibré n'occulte pas l'asymétrie des positions ni la différence de réception de ces discours, notamment en France, où, selon l'auteur, les violences ne sont pas jugées avec la même sévérité selon les victimes qu'elle atteignent et les causes sacrées qu'elles prétendent défendre.

À LIRE AUSSI



Existe-t-il un nouvel antisémitisme ?